Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Adaptation de l'ordonnance sur les cautionnements solidaires pour
permettre le traitement d'une seconde demande de crédit (Mo.
20.3171)**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Adaptation de l'ordonnance sur les cautionnements solidaires pour permettre le traitement d'une seconde demande de crédit (Mo. 20.3171), 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.08.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Banken	1

Abkürzungsverzeichnis

FK-NR Finanzkommission des Nationalrats
FK-SR Finanzkommission des Ständerates

CdF-CN Commission des finances du Conseil national
CdF-CE Commission des finances du Conseil des Etats

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Banken

MOTION

DATUM: 17.06.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

La Commission des finances du Conseil des Etats (CdF-CE) a depose une motion pour **modifier l'ordonnance sur les crédits-relais Covid-19 afin de permettre le dépôt d'une seconde demande**. En effet, la CdF-CE estime que de nombreuses entreprises n'ont demande qu'une partie du montant maximum prévu, dans l'optique de faire une seconde demande si nécessaire. Or, cette seconde demande n'est pas autorisée par l'ordonnance.

Le Conseil fédéral s'est oppose à la motion. Il a d'abord explique que l'objectif initial de fournir rapidement des liquidités aux entreprises a été rempli. Puis, il a precise que l'introduction de la possibilité de plusieurs demandes entraenerait non seulement une modification de l'ordonnance, mais également du contrat prive conclu entre le créancier et le débiteur. De plus, il a indique qu'une telle modification enverrait un mauvais signal à l'économie et encouragerait les entreprises à s'endetter. Finalement, il a rappele qu'une telle mesure induirait obligatoirement un renforcement des processus de contrôle.

Le Conseil des Etats a adopte, de justesse, la motion par 19 voix contre 18 et 3 abstentions. A l'oppose, le Conseil national a rejete la motion par 105 voix contre 82 et 3 abstentions. Il a ainsi suivi l'avis de la minorité de sa Commission des finances (CdF-CN). La totalité des voix de l'UDC, du PLR et du Groupe du Centre ont fait pencher la balance.¹

¹ BO CE, 2020, pp.359; BO CN, 2020, pp.1057; Communique de presse CdF-CN du 29.05.2020